

ANALYSE DE LA VULNERABILITE ET DES BESOINS DE PROTECTION DANS LE CONTEXTE DE COVID-19

CAMEROUN



photo d'une famille dans le site de Gado, après une sensibilisation à domicile des parents au sujet sur leur rôle ; @ Xavier Bourgeois

Le Cameroun est caractérisé par plusieurs crises qui engendrent de nombreuses vulnérabilités et de nombreux défis de protection pour les personnes relevant de la compétence du HCR.

- 78 772** au total soit **19%** des Réfugiés et demandeurs d'asile ont été identifiés comme étant plus particulièrement vulnérables et ont des besoins spécifiques de protection. Ce document donne un aperçu de la situation de vulnérabilité des réfugiés dans le contexte actuel de COVID-19.



PPG Centrafricain Façade Est du Cameroun

(Régions de l'Est, l'Adamaoua et du Nord)



280 587
Total Réfugiés

95 770
Familles

48%
Hommes

52%
Femmes

53%
Enfants

4%
3e Age

28%
Réfugiés en
Sites aménagés

72%
Réfugiés
Hors Site

24%
66 380
Personnes à
Besoins Spécifiques

Protection Légale (Autres vulnérabilités)

Protection de l'enfance

Protection de la femme et de la jeune fille

Aperçu

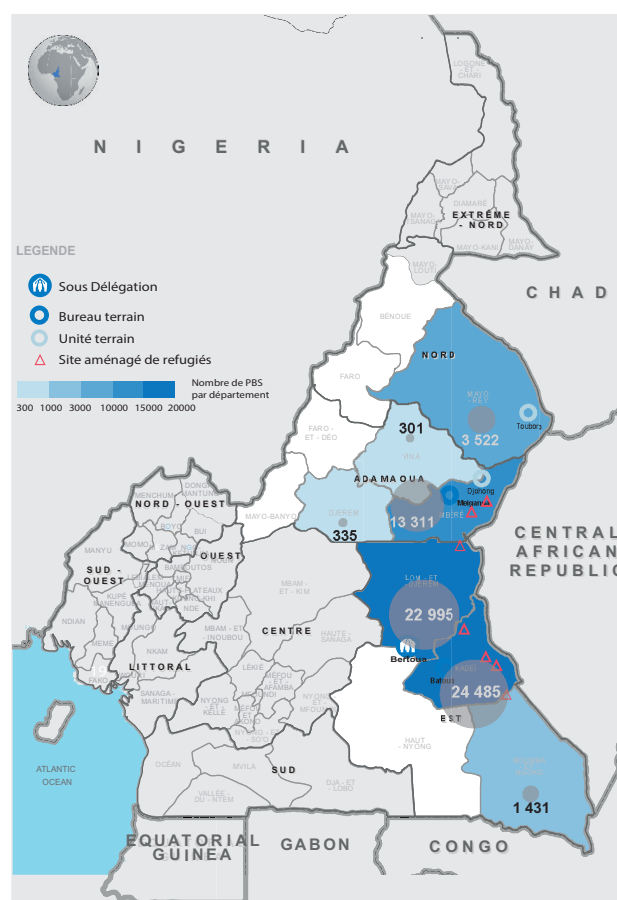
La façade Est (les régions de l'Adamaoua, l'Est et le Nord) du Cameroun couvre une superficie de 238 793 km². Elle est frontalière de la République Centrafricaine et du Tchad. Sa population est estimée à 3 344 003 résidents. Plus de 65% des réfugiés et demandeurs d'asile au Cameroun vivent dans cette zone. Près de **280 587** réfugiés dont **79 885** résident dans les 7 sites aménagés (Borgop, Ngam, Gado, Timangolo, Mbile, Lolo et Ngarissimo) et **207 702** dans les villages avec la communauté hôte.

Les vulnérabilités suivantes ont été identifiées parmi ces populations: **23%** de besoins spécifiques de protection juridique et physique, **9%** des enfants non accompagnés ou séparés et **20%** d'autres enfants à risque, **13%** des femmes à risque, **12%** des personnes âgées à risque, **8%** de personnes handicapées, **8%** des parents seuls, **4%** de condition médicale sérieuse. **2%** besoin de réunification familiale

#de personnes à besoins spécifiques par type

Besoins spécifiques de protection juridique et physique	15 536
Enfants à risque	13 569
Femmes à risque	8 628
Personnes âgées à risque	7 860
Enfants non accompagnés ou séparés	6 176
Personnes vivant avec un handicap	5 451
Parents seuls	5 226
Condition médicale sérieuse	2 913
Besoin d'unification familiale	1 021

#de personnes à besoins spécifiques par département

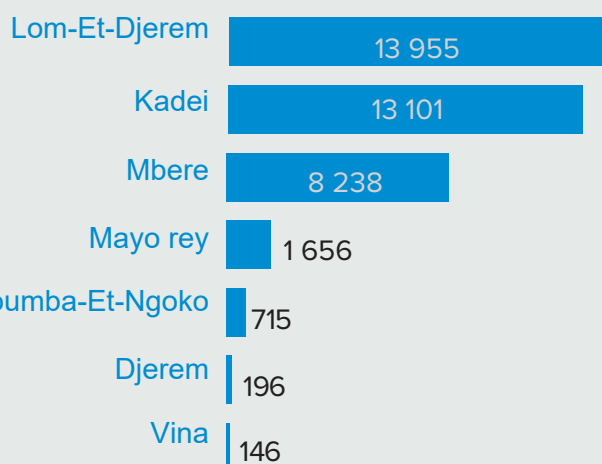


Protection Légale & Autres vulnérabilités

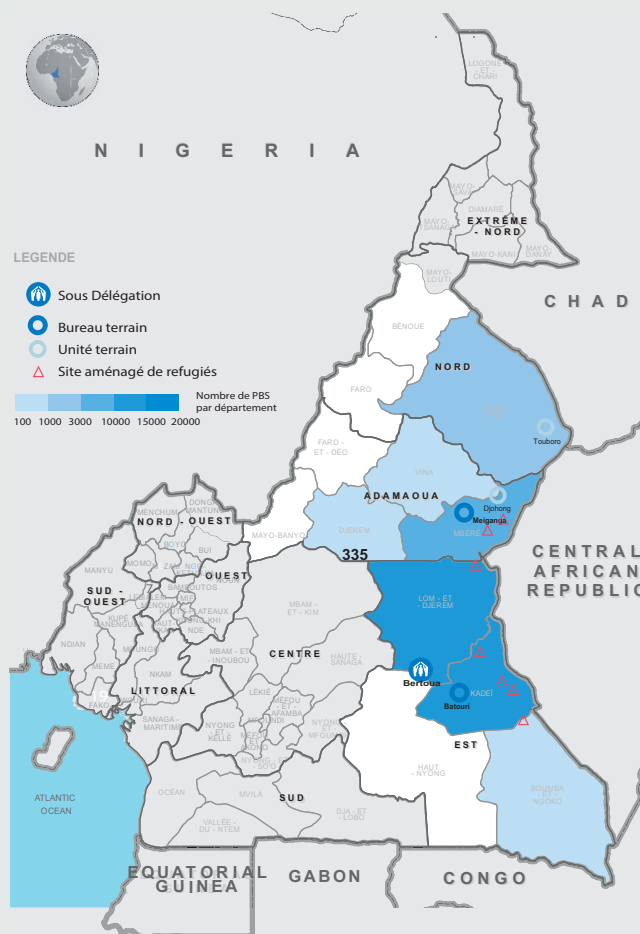
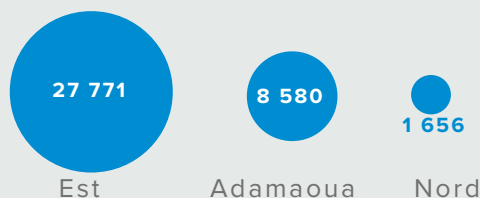


38 007

individus avec des besoins
de protection légale et avec
d'autres Vulnérabilités par
département



#de personnes à besoins spécifiques de
protection légale par Région



Analyse contextuelle

Le bureau du HCR s'est fixé comme priorité l'enregistrement, la mise à jour continue des données et la documentation individuelle des réfugiés conformément aux Priorités Stratégiques Mondiales (PSM). Malheureusement, l'éparpillement des réfugiés installés dans plus de 300 villages dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord ainsi que l'immensité de la zone opérationnelle exigeant une forte mobilisation humaine, matérielle et logistique ne rendent pas la tâche facile. L'insuffisance des structures d'enregistrement dans les villages et sites de réfugiés à laquelle il faut ajouter le mauvais état du réseau routier et l'indisponibilité de la connexion internet - qui est inexistante ou intermittente dans la plupart des localités d'enregistrement - ainsi que l'insuffisance et l'obsolescence des équipements limitent fortement la collecte des données biométriques, l'identification, l'enregistrement et la vérification de la population réfugiée. Cela a un impact sur la délivrance des documents de protection dont les réfugiés ont besoin pour accéder à certains services et circuler librement dans le cadre des moyens d'existence. Le Do No Harm et la redevabilité en vue d'une participation des réfugiés pour leur autonomisation est une priorité de protection. Les solutions durables sont envisagées pour les réfugiés Centrafricains dans les priorités de protection sont prises en compte dans le contrôle de la dynamique des mouvements et les statistiques des réfugiés dans les sites aménagés et en dehors des sites, en particulier, la facilitation du retour volontaire des réfugiés.

Besoins de protection légale et autres vulnérabilités

23% - Protection légale (15 536 individus)



Sans documentation légale	15 239
Mariage mixte	207
Autres	51
Manque d'accès aux services	25
Besoin de base non couvert	11
Menaces contre la sécurité du personnel ou autres	3

* 23% (15 536 individus) sont des personnes ayant un besoin de protection légale dont 98% de personnes sont sans documents légaux et 2% ont d'autres vulnérabilités (pas d'accès aux services de base, les menaces, les besoins de base non satisfaits, et problèmes liés au mariage mixte)

4% - Condition médicale sérieuse (2 913 individus)



Autres conditions médicales	2 302
Malnutrition	430
Autres	134
Grossesses à risque	47

* 4% (2 913 individus) de personnes sont en condition médicale sérieuse parmi celles-ci, il ressort que 79% des personnes ont divers types de conditions médicales sérieuses, 15% sont malnutris, 2% ont des grossesses à risque et 5% ont d'autres conditions médicales qui méritent une attention particulière

8% - Personnes vivant avec handicap (5 451 individus)



Handicap physique - modéré	1 605
Handicap visuel (y compris cécité)	1 556
Handicap auditif (y compris surdité)	841
Handicap physique - sévère	587
Handicap de langage (y compris mutisme)	384
Handicap mental modéré	371
Autres handicaps	107

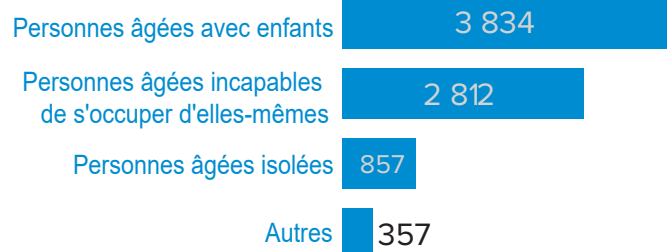
* 8% (5 451 individus) ont des handicaps qui sont constitués de 29% de handicaps physiques modérés, 29% de personnes avec des problèmes de vision, 15% avec des problèmes de surdité, 11% de handicaps physiques sévères, 7% avec des problèmes de locution, 7% de problèmes mentaux modérés et 2% d'autres types de handicaps.

2% - Besoin de réunification familiale (1 021 individus)

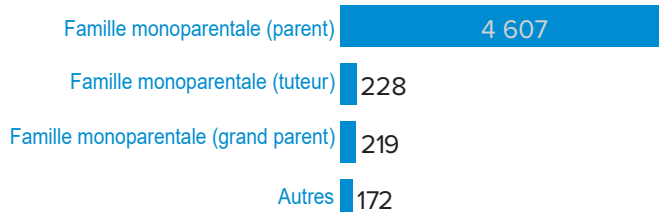
Besoin de réunification familiale	905
Autres	92
Besoins de recherche de famille	24

* 2% (1 021 individus) de personnes ont un besoin en réunification familiale dont 89% ont besoin de réunification familiale, 9% besoin de recherche de la famille et 2% avec d'autres besoins en lien avec le rétablissement des liens familiaux.

12% - Personnes âgées à risque
(7 860 individus)



8% - Parents seuls
(5 226 individus)



*12% (7 860 individus) de personnes âgées ont des besoins. Parmi celles-ci 49% sont des personnes âgées avec enfants, 36% ne sont pas en mesure de prendre soin d'elles-mêmes, 11% de personnes âgées vivent seules, et 5% ont d'autres besoins.

8% (5 226 individus) sont des familles monoparentales. Parmi celles-ci, 92% sont des parents seuls avec enfants, 4% sont des tuteurs seuls avec enfants, 4 % sont des grand-parents seuls élevant leurs petits-enfants et il y a 3% autres qui font partie des familles monoparentales.

Besoins Prioritaires

- Maintien d'un système d'enregistrement continu adapté au contexte de la covid-19
- Mutualisation des efforts avec UNICEF pour un appui conséquent aux centres d'état-civil par la provision de matériel et des ressources humaines, plaidoyer pour la création des centres d'état civil là où cela n'existe pas, la nomination et la prestation de serment des officiers et secrétaires d'état civil et le renforcement de la capacité des communautés sur l'importance de déclarer et d'enregistrer les faits d'état civil dans les délais impartis par la loi afin de prévenir les risques d'apatridie.
- Renforcement des dispositifs de prévention de la propagation de la COVID aux points d'entrée frontaliers en cas d'afflux
- Renforcement de la collaboration avec les services étatiques pertinents pour l'inclusion des réfugiés à besoin spécifique dans leurs plans/programmes
- Mise en place de lignes vertes pour identifier et traiter les problèmes de protection rencontrés par les réfugiés
- Vulgarisation des mesures et dispositifs de protection contre le coronavirus dans les lieux de détention ou les réfugiés sont incarcérés
- Facilitation du rapatriement volontaire pour les réfugiés qui en exprimeront le souhait ;

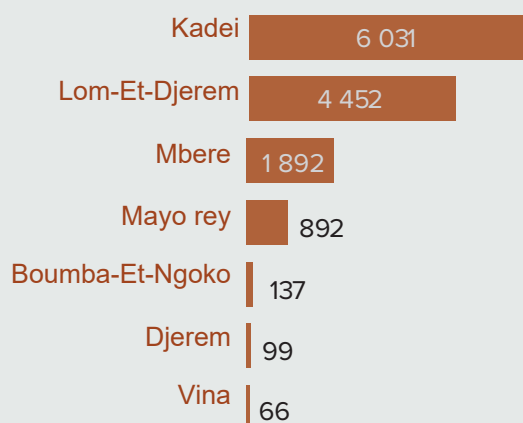
Protection de l'enfance



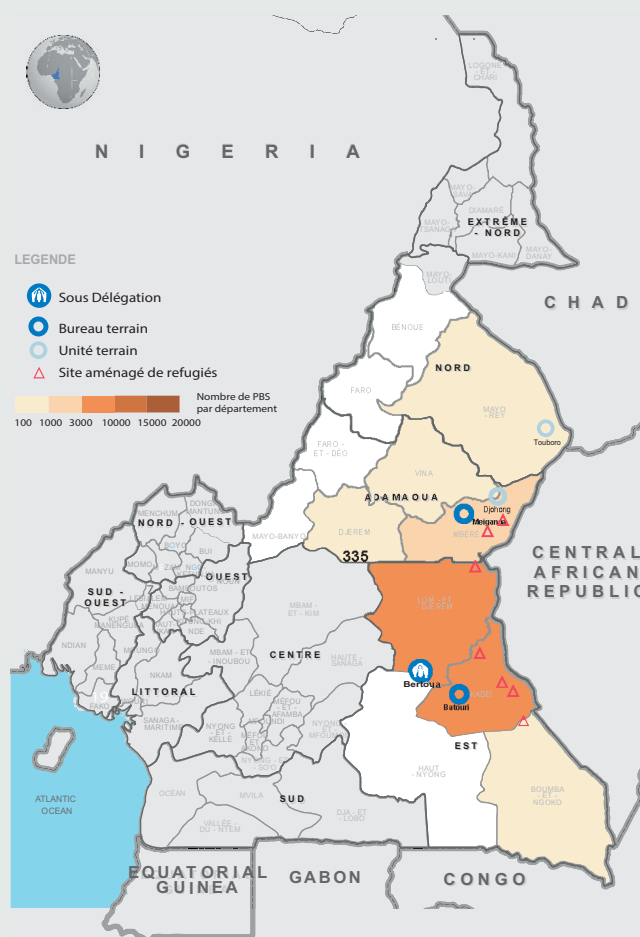
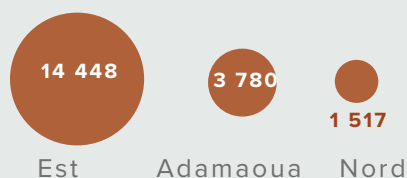
19 745

enfants avec besoins spécifiques de protection

#d'enfants à besoins spécifiques par département



#d'enfants à besoins spécifiques par Région



Analyse contextuelle

Les enfants réfugiés sont particulièrement vulnérables en raison du déplacement forcé qui a, entre autres, causé des cas de séparation de familles exposant certains enfants à des risques accrus d'abus et de violence.

Il est important aussi de noter que certains enfants nés sur le territoire camerounais n'ont pas été déclarés à leur naissance dans les délais légaux. Cet état de fait risque de se prolonger si les problèmes structurels affectant le système d'état civil, les pesanteurs socio-culturelles donnant peu de crédit à l'acte de naissance ainsi que les coûts élevés des procédures tendant à l'obtention des jugements supplétifs ne sont pas corrigés. Enfin, dans les zones d'accueil de ces réfugiés, les structures de réponse pour certaines vulnérabilités des enfants sont quasi inexistantes. Aussi, le renforcement des capacités des structures communautaires de prévention et de réponse aux violations des droits de l'Enfant sont mis en place mais nécessite un constant renforcement et suivi.

Vulnérabilité liée à la protection de l'enfance

31% - Enfant non accompagné ou séparé (6 176 individus)



Enfant séparé | 5 677

Enfant non accompagné | 296

Autre | 73

Enfant chef de ménage | 70

Enfant en situation d'accueil | 35

Enfant en institution d'accueil | 25

* 31% (6 176 individus) d'enfants sont séparés ou non accompagnés parmi lesquels 92% d'enfants séparés, 5% d'enfants non accompagnés, 1% d'enfant chef de famille, 0.6% d'enfants en famille d'accueil, 0.4% d'enfants en institut d'accueil et 1% autres.

69% - Autres enfants à risque (13 569 individus)



Enfant à risque de descolarisation | 12 999

Enfant ayant besoin d'éducation spécialisée | 210

Autre | 127

Enfant - épouse | 95

Enfant engagé dans d'autres formes de travail des enfants | 49

Enfant - tuteur | 45

Enfant - parent | 39

Grossesse précoce | 5

* 69% (13 569 individus) d'autres enfants sont à risque parmi lesquels 96% d'enfants à risque de non scolarisation, 1.5% d'enfants avec besoins spécifiques en éducation, 0.7% de filles épouses, 0.4% d'enfants engagés dans d'autres types de travail d'enfants, 0.3% d'enfant en crèches, 0.3% d'enfants parent et 0.04% enfants enceintes et 0.9% autres.

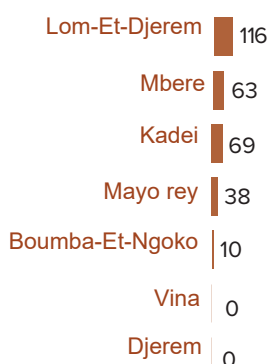
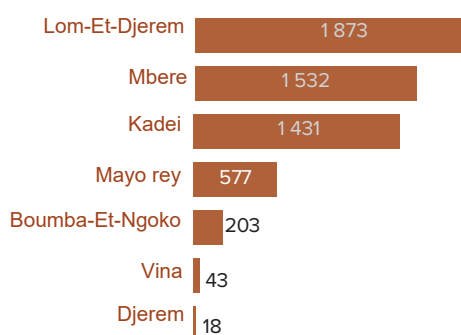
Sous Catégorie de la vulnérabilité Enfant non accompagné ou séparé (6 176 individus)



5 677 Enfants séparés

296 Enfants non accompagnés

70 Enfants chef de famille



92% (5 677 individus) des enfants sont des enfants séparés localisés comme suit, 33% dans le Lom-Et-Djerem, 27% dans le Mbere, 25% dans la Kadei, 10% dans le Mayo-Rey, 4% dans la Boumba-Et-Ngoko, 0.8% dans la Vina et 0.3% dans le Djerem.

5% (296 individus) des enfants sont non accompagnés et localisés comme suit, 39% dans le Lom-Et-Djerem, 21% dans le Mbere, 23% dans la Kadei, 13% dans le Mayo-Rey, 3% dans la Boumba-Et-Ngoko, et aucun dans la Vina et le Djerem.

1% (70 individus) sont des enfants chefs de famille et localisés comme suit, 34% dans le Lom-Et-Djerem, 23% dans le Mbere, 31% dans la Kadei, 6% dans le Mayo-Rey, 6% dans la Boumba-Et-Ngoko et aucun dans la Vina et le Djerem.

35 Enfants en famille d'accueil

Lom-Et-Djerem	19
Mbere	1
Kadei	14
Mayo rey	1
Boumba-Et-Ngoko	0
Vina	0
Djerem	0

0.6% (35 individus) d'enfants sont en famille d'accueil et localisés comme suit, 54% dans le Lom-Et-Djerem 3% dans le Mbere, 40% dans la Kadei, 3% dans le Mayo-Rey, et aucun dans la Boumba-Et-Ngoko, la Vina et le Djerem.

25 Enfants en institut d'accueil

Lom-Et-Djerem	4
Mbere	7
Kadei	11
Mayo rey	1
Boumba-Et-Ngoko	0
Vina	2
Djerem	0

0.4% (25 individus) d'enfants sont en maison d'accueil et localisés comme suit, 16% dans le Lom-Et-Djerem 28% dans le Mbere, 44% dans la Kadei, 4% dans le Mayo-Rey, 8% dans la Vina et aucun dans la Boumba-Et-Ngoko et le Djerem.

Sous Catégorie de la vulnérabilité Enfant à risque (13 569 individus)



12 999 Enfants à risque, non scolarisés

Lom-Et-Djerem	4 191
Mbere	1 815
Kadei	5 834
Mayo rey	873
Boumba-Et-Ngoko	122
Vina	66
Djerem	98

96% (12 999 individus) des enfants sont à risque dû à la non scolarisation et sont localisés comme suit, 32% dans le Lom-Et-Djerem 14% dans le Mbere, 45% dans la Kadei, 7% dans le Mayo-Rey, 1% dans la Boumba-Et-Ngoko, 1% dans la Vina et 1% dans le Djerem.

210 Enfants avec besoin spéciale en éducation

Lom-Et-Djerem	117
Mbere	27
Kadei	56
Mayo rey	7
Boumba-Et-Ngoko	2
Vina	0
Djerem	1

1,5% (210 individus) des enfants ont des besoins spécifiques en éducation et localisés comme suit, 56% dans le Lom-Et-Djerem 13% dans le Mbere, 27% dans la Kadei, 3% dans le Mayo-Rey, 1% dans la Boumba-Et-Ngoko, 0,5% dans le Djerem et aucun dans la Vina.

95 Enfants épouses

Lom-Et-Djerem	45
Mbere	7
Kadei	38
Mayo rey	3
Boumba-Et-Ngoko	2
Vina	0
Djerem	0

0,7% (95 individus) des filles sont des épouses et sont localisés comme suit, 47% dans le Lom-Et-Djerem 7% dans le Mbere, 40% dans la Kadei, 3% dans le Mayo-Rey, 2% dans la Boumba-Et-Ngoko, et aucune dans la Vina et le Djerem.

49 Enfants engagés dans les pires formes de travail d'enfants

Lom-Et-Djerem	21
Mbere	17
Kadei	10
Mayo rey	1
Boumba-Et-Ngoko	0
Vina	0
Djerem	0

0,4% (49 individus) des enfants sont engagés dans des pires formes de travaux d'enfants et sont localisés comme suit, 43% dans le Lom-Et-Djerem 35% dans le Mbere, 20% dans la Kadei, 2% dans le Mayo-Rey, et aucun dans la Boumba-Et-Ngoko, la Vina et le Djerem.

45 Enfants en crèches

Lom-Et-Djerem	18
Mbere	11
Kadei	10
Mayo rey	6
Boumba-Et-Ngoko	0
Vina	0
Djerem	0

0,3% (45 individus) des enfants sont en crèches et localisés comme suit, 40% dans le Lom-Et-Djerem 24% dans le Mbere, 22% dans la Kadei, 13% dans le Mayo-Rey, et aucun dans la Boumba-Et-Ngoko, la Vina et le Djerem.

39 Enfants parents

Lom-Et-Djerem	16
Mbere	2
Kadei	20
Mayo rey	0
Boumba-Et-Ngoko	1
Vina	0
Djerem	0

0,3% (39 individus) des enfants sont des parents et sont localisés comme suit, 41% dans le Lom-Et-Djerem 5% dans le Mbere, 51% dans la Kadei, 3% dans la Boumba-Et-Ngoko, et aucun dans la Vina, le Mayo-Rey et le Djerem.

Besoins Prioritaires

- Renforcement de la capacité des Délégations Régionales du Ministère des Affaires Sociales pour la prise en charge alternative des enfants non accompagnés
- Renforcement de la coordination entre les Délégations Régionales des Ministères de l'Education de base, de la formation professionnelle, des Affaires Sociales et de la Promotion de la Femme et de la Famille pour l'éducation et la formation des enfants non accompagnés placés en institution
- Plaidoyer auprès des Ministères de l'Administration Territoriale, de la Santé et du BUNEC pour la création de centres d'état civil secondaires dans les formations sanitaires afin de faciliter l'enregistrement universel des naissances
- Appuyer le BUNEC pour la digitalisation du système d'enregistrement des naissances et la formation des utilisateurs des outils pertinents
- Redynamisation des mécanismes de rétablissement des liens familiaux
- Renforcement des activités de prévention des risques de violences, de négligence et d'abus sur les enfants dans le contexte du COVID-19 avec un accent sur la formation des leaders-relais communautaires, la sensibilisation de la communauté et la gestion des cas ;

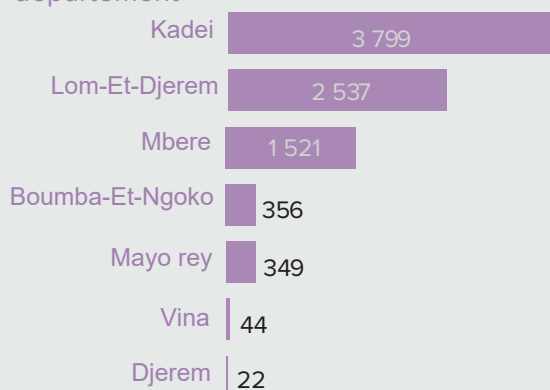
Protection de la femme et de la jeune fille



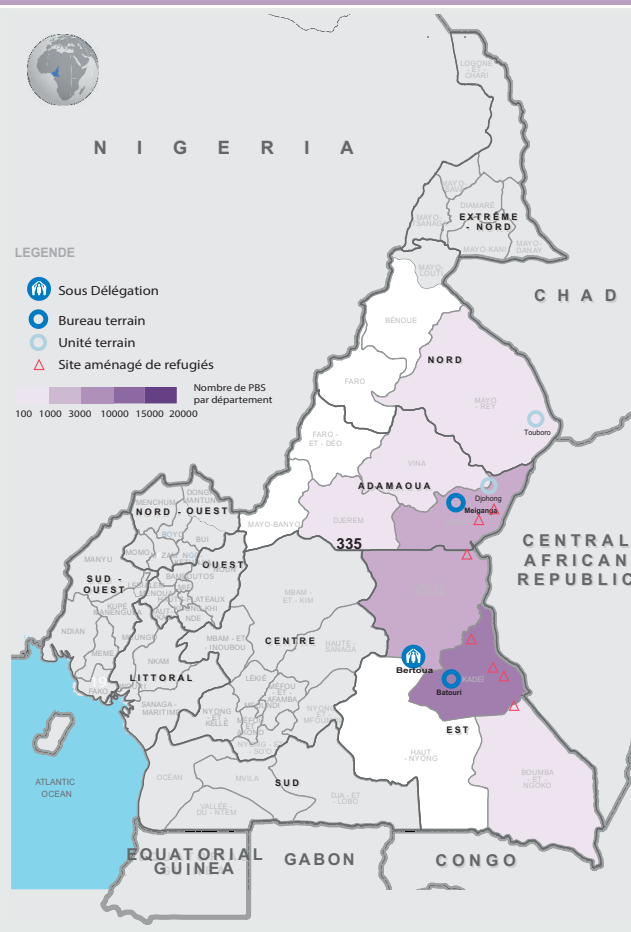
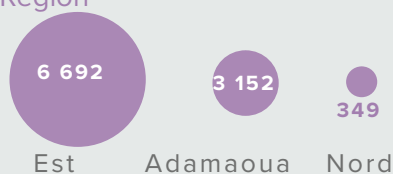
8 628

Femmes et jeunes filles
avec besoins spécifiques de
protection

#de personnes à besoins spécifiques par
département



#de personnes à besoins spécifiques par
Région

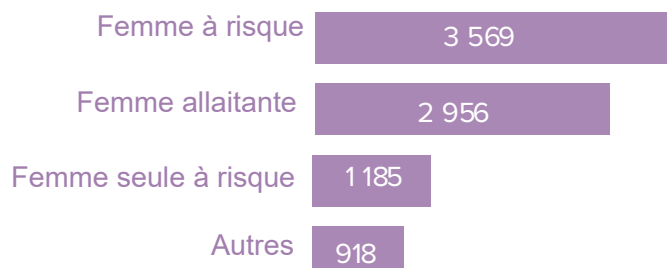


Analyse contextuelle

La problématique de la violence sexuelle et sexiste reste critique en raison de plusieurs facteurs : les pesanteurs socio-culturelles, l'impunité des agresseurs, le silence des survivants, la pandémie à COVID 19 qui exacerbe les violences domestiques et le déni de ressources, etc. A cela s'ajoute la faiblesse de la capacité des institutions étatiques à prévenir et répondre de manière holistique (réponse médicale, psychologique, sociale, économique et légale) aux incidents VBG survenants dans les communautés. Toutefois, des efforts sont réalisés pour renforcer les capacités des acteurs, (y compris les acteurs étatiques du MINPROFF, MINAS, MINJUSTICE, MINSANTE et les FMO) dans le processus de gestion des cas et sur la nécessité d'une approche multisectorielle de la réponse.

Vulnérabilité liée à la protection de la femme et de la jeune fille

13% - Femmes et jeunes filles à besoin spécifique de protection (8 628 individus)

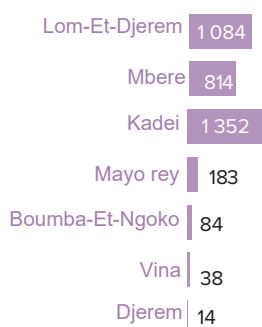


* 13% (8 628 individus) des femmes et jeunes filles ont des besoins spécifiques de protection; de celles-ci 41% des femmes et jeunes filles sont à risque, 34% de femmes sont allaitantes, 14% de femmes seules à risque 11% ont d'autres vulnérabilités (sans titre).

Sous Catégorie de la vulnérabilité de la protection de la femme et de la jeune fille (8 628 individus)

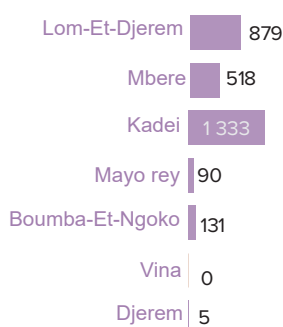


3 569 Femmes et jeunes filles à risque



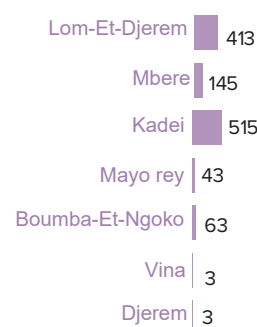
41% (3 569 individus) des femmes et filles sont à risque et sont localisés comme suit, 30% dans le Lom-Et-Djerem 23% dans le Mbere, 38% dans la Kadei, 5% dans le Mayo-Rey, 2% dans la Boumba-Et-Ngoko, 1% dans la Vina et 0,4% dans le Djerem.

2 956 Femmes allaitantes



34% (2 956 individus) des femmes sont allaitantes et localisées comme suit, 30% dans le Lom-Et-Djerem 18% dans le Mbere, 45% dans la Kadei, 3% dans le Mayo-Rey, 4% dans la Boumba-Et-Ngoko, 0,2 dans le Djerem et aucun dans la Vina

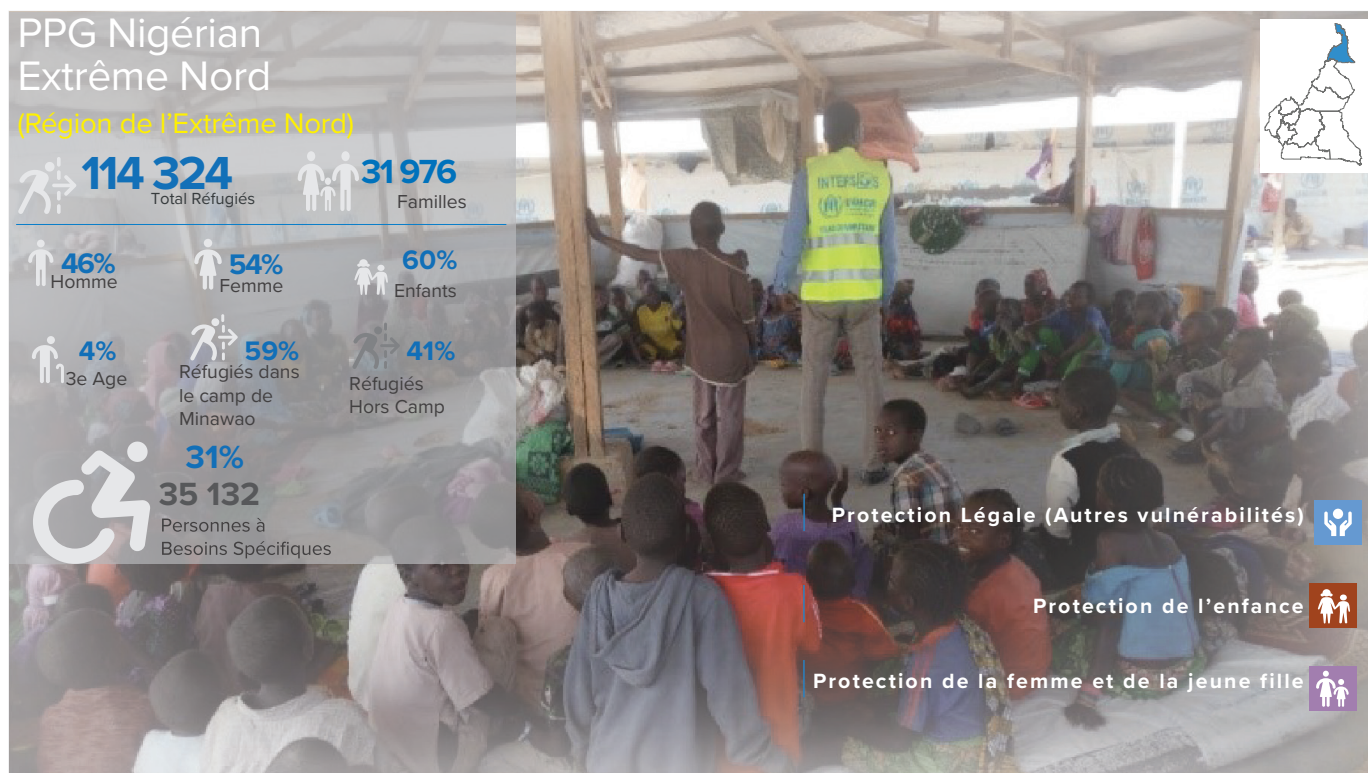
1 185 Femmes seules à risque



14% (1 185 individus) des femmes seules sont à risques et se localisent comme suit, 35% dans le Lom-Et-Djerem 12% dans le Mbere, 43% dans la Kadei, 4% dans le Mayo-Rey, 5% dans la Boumba-Et-Ngoko 0,3% dans la Vina et 0,3% dans le Djerem.

Besoins Prioritaires

- La pandémie à Covid-19 a exacerbé l'exposition des femmes et des enfants à des risques accrus de violence sexuelle et sexiste et à l'exploitation. La formation des leaders et relais communautaires à l'identification et au référencement aux structures de réponse est considérée comme un besoin prioritaire.
- Des efforts devront être consentis en termes de sensibilisation de la communauté, à travers des mécanismes innovants utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication mais aussi pour la gestion des cas.
- Un appui psychologique, social et économique aux survivants de SGBV surtout dans le contexte de la Covid-19 devrait être envisagé pour permettre aux survivants de surpasser le double traumatisme
- Renforcement de l'autonomisation des femmes dans les activités socio-économiques afin de mitiger les risques liés aux VBG et leur permettre de couvrir d'autres besoins essentiels



Sensibilisation des enfants au centre de transit - minawao

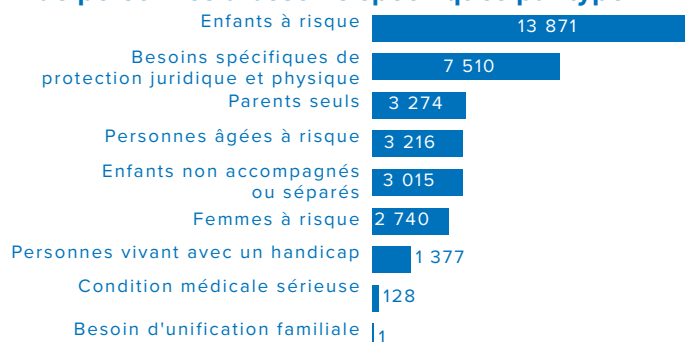
Aperçu

La région de l'Extrême-Nord couvre une superficie de 34 260 km². Elle est la plus peuplée du Cameroun et frontalière du Tchad et du Nigéria. Sa population est estimée à 3 993 000 résidents (déplacés et retournés compris) et près de 114 324 réfugiés dont 67 996 vivant dans le camp de Minawao et 46 328 résidant dans les villages avec la communauté hôte. De nombreux acteurs interviennent pour apporter des solutions aux préoccupations de ces populations confrontées à des incursions répétées des éléments de Boko Haram. Toutefois les ressources pour couvrir les besoins de cette population restent faibles malgré de nombreux efforts.

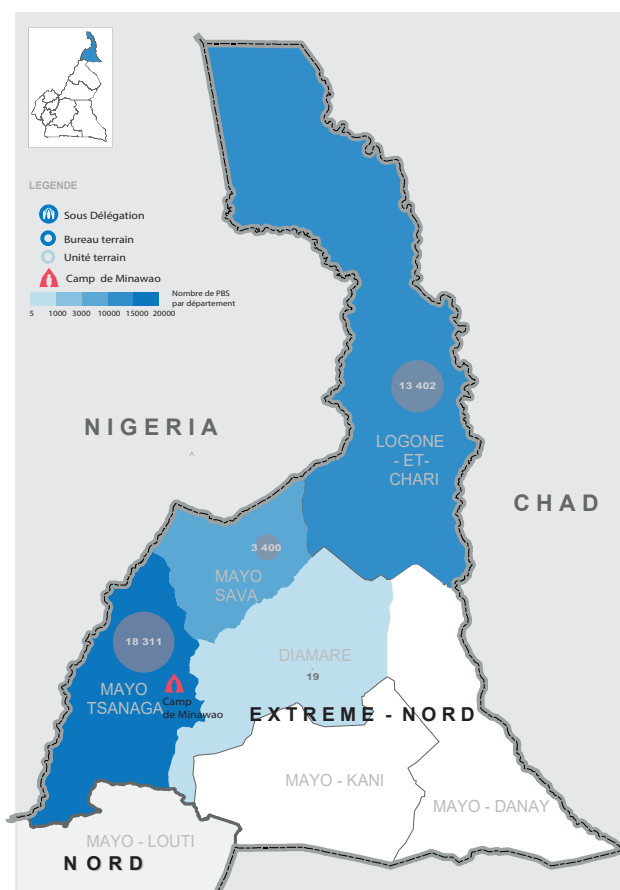
21% Besoins spécifiques de protection juridique et physique.

9% Parents seuls. 9% Personnes âgées à risque. 8% Enfants non accompagnés ou séparés et 39% d'autres enfants à risque, 7% Femmes à risque. 4% de personnes vivant avec handicap 0,4% ayant une condition médicale sérieuse. 0,003% ayant des besoins de recherche de famille et de réunification familiale

#de personnes à besoins spécifiques par type



#de personnes à besoins spécifiques par département



Protection Légale & Autres vulnérabilités



15 506

individus avec des besoins
de protection légale et avec
d'autres Vulnérabilités

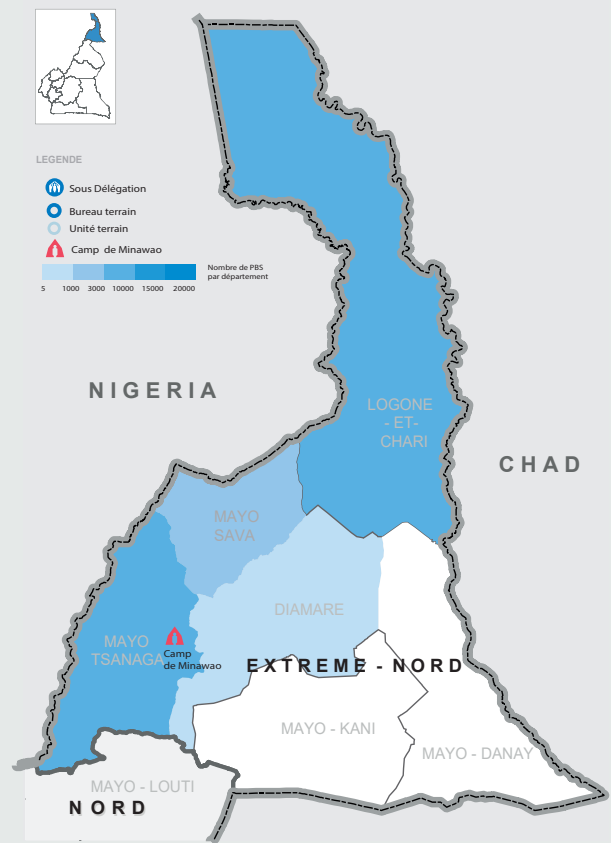
#de personnes à besoins spécifiques par
département

Mayo-Tsanaga 7 423

Logone-Et-Chari 6 685

Mayo-Sava 1 395

Diamare 3

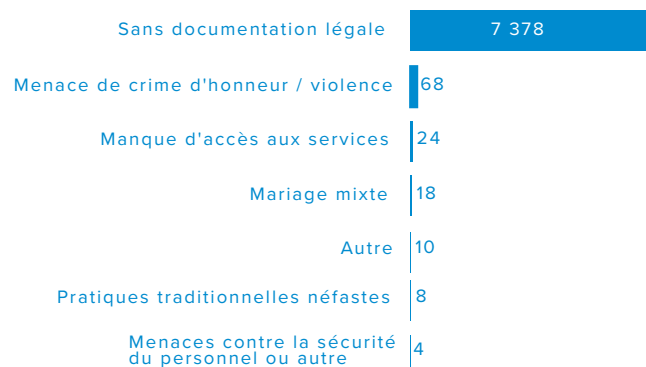


Analyse contextuelle

La sécurité et la protection physique des réfugiés demeurent un grand défi dans la région de l'Extrême Nord. En effet, malgré la fermeture des frontières en raison de la pandémie à coronavirus, les attaques des éléments de Boko Haram continuent de forcer les populations à abandonner leurs foyers en quête de protection internationale au Cameroun. Au cours du premier trimestre de l'année en cours, 1938 incidents de protection ont été identifiés et documentés, soit 1336 cas de violation du droit à la propriété, 385 cas des violations à l'intégrité physique, 123 cas de violation du droit à la liberté, 90 cas de violences sexuelles et basées sur le genre etc. Les poches d'insécurité dans cette région n'ayant pas permis au HCR de procéder à l'enregistrement biométrique et à la délivrance de documents de protection à tous les réfugiés Nigériens dans l'Extrême Nord, ceux-ci se trouvent exposés aux risques d'arrestation, de détention et aux poursuites pour des faits en lien avec le Terrorisme, en particulier ceux qui résident en dehors du camp. L'accès limité à la justice, aux droits sociaux et individuels est perceptible comme risque de protection. Le Do No Harm et la redevabilité aux populations affectées ainsi que la participation des réfugiés pour leur autonomisation est une priorité de protection. Les solutions durables devraient être envisagées pour les réfugiés Nigériens dans les priorités de protection afin de mieux contrôler la dynamique des mouvements et les statistiques des réfugiés dans les camps et en dehors du camp, en particulier, la facilitation du retour volontaire des réfugiés lorsque les conditions seront favorables.

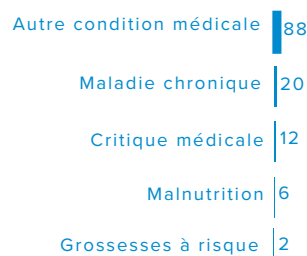
Besoins de protection Légale et autres Vulnérabilités

21% - Protection légale (7 510 individus)



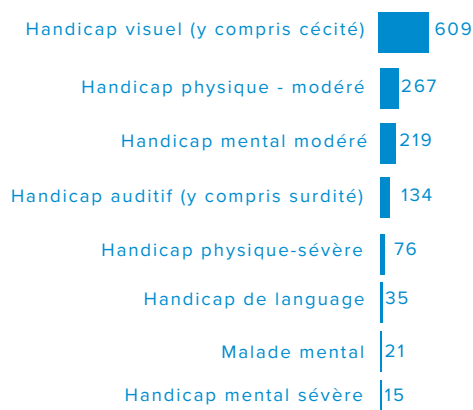
* 21% (7 510 individus) sont des personnes avec besoin en protection légale dont 98% de personnes sont sans documents légaux, 1% ont reçu des menaces de mort (meurtre d'honneur) et 1% d'autres vulnérabilités (pas d'accès aux services de base, les menaces, les besoins de base non satisfaits, et problèmes liés au mariage mixte, les risques de refoulement, manque de solution durable, Multiple déplacements).

0.4% - Condition médicale sérieuse (128 individus)



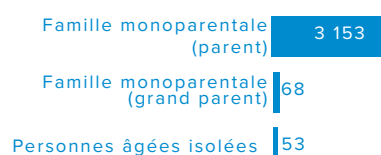
* 0,4% (128 individus) de personnes sont en condition médicale sérieuse parmi celles-ci 69% des personnes ont divers types de conditions médicales, 16% de maladies chroniques, 9% conditions médicales critiques, 5% sont malnutris, 2% avec des grossesse difficiles.

4% - Personnes handicapées (1 377 individus)



* 4% (1 377 individus) ont des handicaps parmi ceux-ci 44% de personnes ont des problèmes de vision, 19% de handicaps physiques sévères, 16% de handicaps physiques modérés, 10% avec des problèmes de surdité, 6% de handicaps physiques sévères, 3% avec des problèmes de locution 2% de problèmes mentaux et 1% d'autres types d'handicaps.

9% - Parents seuls (3 274 individus)



9% (3 274 individus) sont des parents seuls parmi ceux-ci 96% sont parents seuls, 2% ne sont pas parents mais prennent soin seuls de leur dépendants, 2% sont des grands-parents qui élèvent seul leurs dépendants.

9% - Personnes âgées à risque (3 216 individus)



Personne âgée incapable
de s'occuper d'elle-même 1 263

Personne âgée avec enfants 1 095

Personne âgée célibataire 858

9% (3 216 individus) de personnes âgées ont des besoins spécifiques parmi celles-ci 39% ne sont pas en mesure de prendre soin d'elles-mêmes, 34% sont des personnes âgées avec enfants, 27% de personnes âgées seules.

Protection de l'enfance



16 886

enfants avec besoins spécifiques de protection

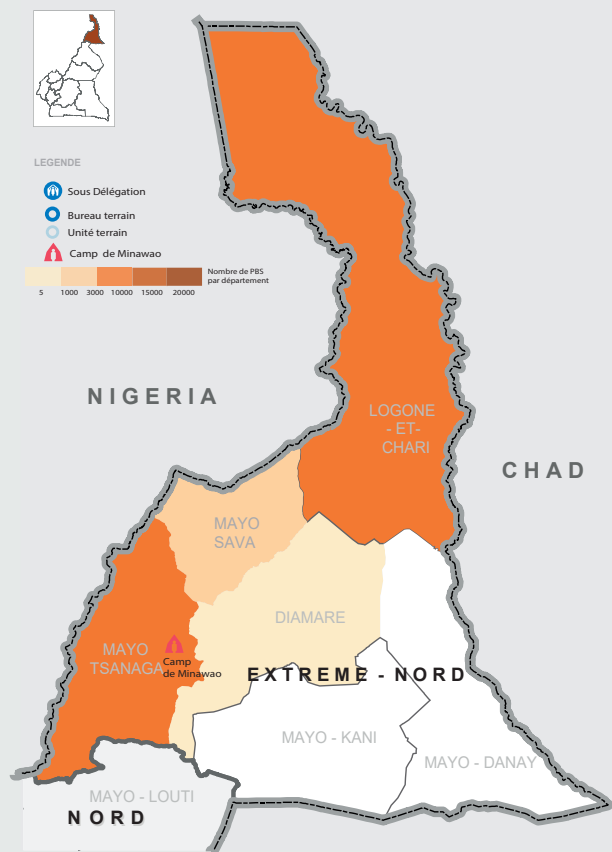
#d'enfants à besoins spécifiques par département

Mayo-Tsanaga 9 242

Logone-Et-Chari 6 029

Mayo-Sava 1 603

Diamare 10



Analyse contextuelle

La menace terroriste est persistante dans certaines localités et la poursuite des opérations militaires a poussé les FMO à ériger certaines écoles en postes de sécurité. Les pratiques culturelles représentent encore des obstacles à la promotion de la scolarisation pour tous et particulièrement pour la jeune fille. Certains enfants en âge scolaire sont contraints par les parents et les maîtres coraniques à abandonner le chemin de l'école pour les petits métiers et la mendicité. La jeune fille reste exposée au mariage précoce/forcé. Malgré les efforts de plusieurs acteurs sur l'accès à l'état civil, un nombre considérable de naissance n'est toujours pas déclaré. L'éducation de l'enfant qui est une composante importante de la protection de l'enfant dans l'Extrême Nord se bute à diverses entraves : pesanteurs socio-culturelles, pauvreté et ignorance, entre autres.

L'approche communautaire dans le cadre de la protection de l'enfance reste une priorité en ce qu'elle a vocation à favoriser l'identification et la prise en charge des cas de protection de l'enfance par la communauté elle-même. Elle facilite l'appropriation des mécanismes de prise en charge des ENA / ES par la communauté tout en renforçant les mécanismes traditionnels de prise en charge des enfants à risque. Les mécanismes d'identification et de référencement pour une meilleure réponse par les différentes structures pertinentes de l'Etat, les Organisations internationales et non gouvernementales nécessitent un constant appui.

Parellèlement, les mécanismes traditionnels de protection de l'enfant nécessite un constant suivi pour favoriser la prise en charge des enfants à risques de toute sorte de violation des droits de l'enfant. Les mécanismes d'identification et de référencement pour une meilleure réponse par les différentes structures de l'Etat, les organisations et les partenaires méritent une constante prise en charge.

Vulnérabilité liée à la protection de l'enfance

8% - Enfant non accompagné ou séparé (3 015 individus)



Enfant séparé	2 495
Enfant non accompagné	396
Ménage dirigé par un enfant	121
Enfant en famille d'accueil	2

*8% (3 015 individus) d'enfants sont des enfants séparés et non accompagnés parmi ceux-ci 83% d'enfants séparés, 13% d'enfants non accompagnés, 3% d'enfants chefs de famille, 0.1% d'enfants en famille d'accueil, 0.4% d'enfants en institut d'accueil.

31% - Autres enfants à risque (13 871 individus)



L'enfant risque de ne pas fréquenter l'école	13 105
Enfant conjoint	268
Enfant ayant des besoins éducatifs spéciaux	239
Parent enfant	195
Enfant engagé dans les pires formes de travail des enfants	33
Aide aux enfants	20
Enfant engagé dans d'autres formes de travail des enfants	8
Enfant associé aux forces ou groupes armés	3

* 31% (13 871 individus) d'autres enfants sont à risque parmi ceux-ci 94% d'enfants à risque pour cause de non scolarisation, 1.9% de filles épouses, 1.7% d'enfants avec besoins spécifiques en éducation, 1.4% d'enfants parent, 1% d'enfants ont diverses vulnérabilités (enfants en crèches, enfants engagés dans d'autres types de travail d'enfants)

Sous Catégorie de la vulnérabilité Enfant non accompagné ou séparé (3 015 individus)



2 495 Enfants séparés

396 Enfants non accompagnés

121 Enfants chef de famille

Mayo-Tsanaga	9 242
Logone-Et-Chari	6 026
Mayo-Sava	1 603
Diamare	15

Mayo-Tsanaga	318
Logone-Et-Chari	58
Mayo-Sava	17
Diamare	3

Mayo-Tsanaga	107
Logone-Et-Chari	11
Mayo-Sava	3

83% (2 495 individus) d'enfants sont des enfants séparés localisés comme suit, 77% dans le Mayo-Tsanaga 17% dans le Logone-Et-Chari, 5.8% dans le Mayo-Sava, 0.2% dans le Diamare.

13% (396 individus) d'enfants sont non accompagnés et localisés comme suit, 80% dans le Mayo-Tsanaga 15% dans le Logone-Et-Chari, 4% dans le Mayo-Sava, 1% dans le Diamare.

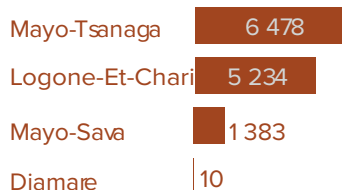
3% (121 individus) sont des enfants chefs de famille et localisés comme suit, 88% dans le Mayo-Tsanaga 9% dans le Logone-Et-Chari, 2% dans le Mayo-Sava.

2 enfants sont dans des familles d'accueil et 1 enfant placé en institution

Sous Catégorie de la vulnérabilité Enfant à risque (13 871 individus)

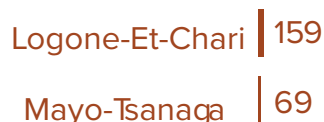


13 105 Enfants à risque de déscolarisation



94% (13 105 individus) d'enfants sont à risque dû à la non scolarisation et sont localisés comme suit, 49% dans le Mayo-Tsanaga 39% dans le Logone-Et-Chari, 10% dans le Mayo-Sava, 0.1% dans le Diamaré.

239 Enfants avec besoin d'éducation spécialisée



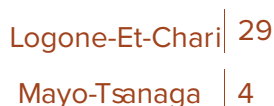
1.7% (210 individus) d'enfants ont des besoins spécifiques en éducation et localisés comme suit, 29% dans le Mayo-Tsanaga, 71% dans le Logone-Et-Chari.

268 Enfants épouses



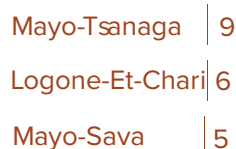
1.9% (95 individus) de filles sont des épouses et sont localisées comme suit, 59% dans le Mayo-Tsanaga, 26% dans le Logone-Et-Chari, 15% dans le Mayo-Sava.

33 Enfants engagés dans des pires formes de travail d'enfants



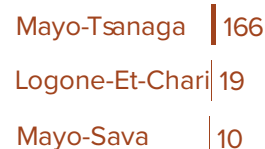
0.2% (33 individus) d'enfants sont engagés dans les pires formes de travaux d'enfants et sont localisés comme suit, 12% à Mayo-Tsanaga 88% à Logone-Et-Chari.

20 Enfants en crèches



0.1% (20 individus) d'enfants sont en crèches et localisés comme suit, 45% à Mayo-Tsanaga 30% à Logone-Et-Chari, 25% à Mayo-Sava.

195 Enfants parents



1.4% (195 individus) d'enfants sont des parents et sont localisés comme suit, 85% à Mayo-Tsanaga 10% à Logone-Et-Chari, 5% à Mayo-Sava.

Besoins Prioritaires

- Développer des activités/initiatives pour réduire la descolarisation et la non scolarisation des enfants dans l'Extrême Nord
- Engager les partenaires (Gouvernement, Agences du Système des Nations Unies, ONG et membres de la communauté) dans la réhabilitation et la construction d'établissements scolaires et développer des mécanismes pour continuer la scolarisation dans une approche communautaire
- Faciliter l'obtention de matériels didactiques, de kits scolaires, d'uniformes scolaires et sportifs ainsi que la réhabilitation et /ou la construction d'établissements scolaires.
- Favoriser et appuyer les structures communautaires dans la prise en charge des ENA/ES à travers la mise en oeuvre de l'approche "écoles des grand-mères".
- Développer des activités ciblant les jeunes et les adolescents descolarisés pour combattre l'oisiveté et les protéger contre les velléités de s'engager dans des activités illégales
- Réduction de l'exode rural /de l'oisiveté par l'organisation de compétitions sportives des jeunes en milieu rural pour participer aux grandes compétitions nationales/internationales.
- Formation des parents comme pairs éducateurs dans l'éducation spécialisée des enfants en difficulté.
- Plaider pour l'affectation d'enseignants en qualité et en quantité dans les écoles construites dans le cadre de l'approche communautaire
- Appuyer le Gouvernement pour l'enregistrement des naissances et la délivrance d'actes de naissance.

Protection de la femme et de la jeune fille



2 740

Femmes et jeunes filles
à besoins spécifiques de
protection

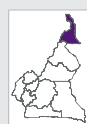
#de personnes à besoins spécifiques par
département

Mayo-Tsanaga 1 646

Logone-Et-Chari 691

Mayo-Sava 402

Diamare 10



LEGENDE

Sous Délégation

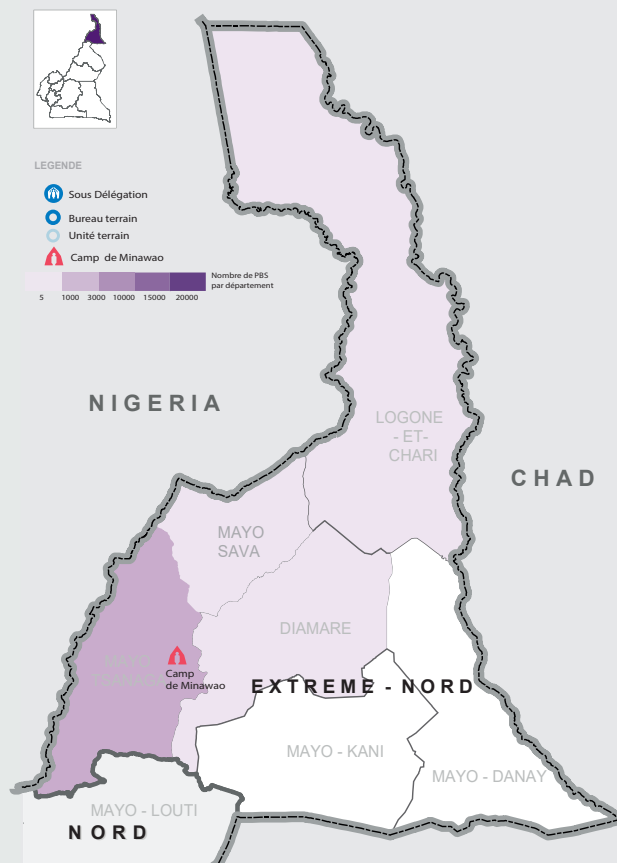
Bureau terrain

Unité terrain

Camp de Minawao

Nombre de PBS
par département

5 1000 3000 10000 15000 20000

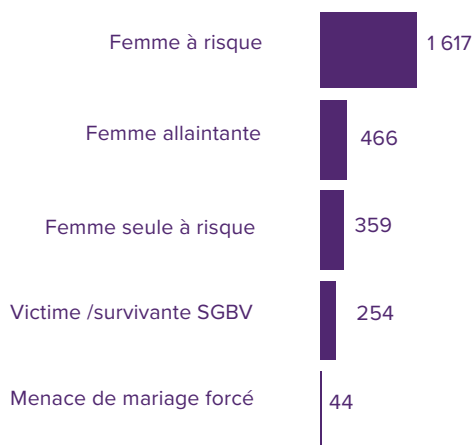


Analyse contextuelle

La protection des femmes et des jeunes filles dans le contexte de la région de l'Extrême Nord est caractérisée par les mariages précoces/forcés, les violences physiques et les dénis de ressources mais aussi par la non-dénonciation de toutes les formes de violences faites aux femmes /filles du fait des pratiques culturelles qui sont considérées dans la communauté comme acceptables. Grâce aux sensibilisations et à la prise en compte du leadership féminin dans la gouvernance communautaire, une certaine amélioration a été observée. Les leaders communautaires qui autrefois encadraient ces pratiques néfastes ont commencé à adhérer au discours visant à protéger les femmes et les filles mais, il existe toujours encore des résistances. La continuité des activités de l'ISWAP ainsi que les opérations militaires en cours dans la Région exposent toujours les femmes et les filles aux risques de violences sexuelles et sexistes. La couverture des activités sur le terrain reste réduite du fait de l'insuffisance des ressources humaines, financières et des restrictions de l'accès dans certaines localités à cause de l'insécurité ambiante. Les activités d'autonomisation sont insuffisantes pour couvrir les besoins de l'ensemble des survivantes identifiées malgré les efforts consentis par divers acteurs dans la promotion de l'entrepreneuriat de la femme et de la jeune fille.

Vulnérabilité liée à la protection de la femme et de la jeune fille

7% - Femmes et jeunes filles avec besoins spécifiques de protection (2 740 individus)



* 7% (2 740 individus) de femmes et de jeunes filles ont des besoins spécifiques de protection: 58% des femmes et jeunes filles sont à risque, 17% de femmes sont allaitantes, 13% de femmes seules à risque 8% Victime / Survivante de SGBV, 1.6% Menace de mariage forcé 2.4% d'autres vulnérabilités (témoin de violeur, Sexe de survie)

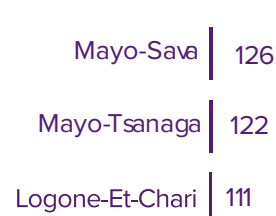
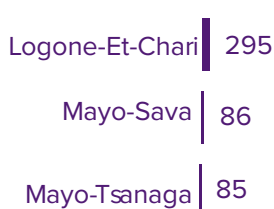
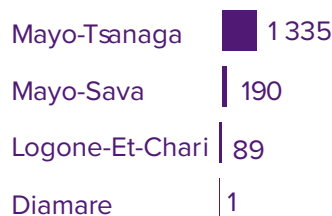
Sous Catégorie de la vulnérabilité de la protection de la femme et de la jeune fille (2 740 individus)



1 615 Femmes et jeunes filles à risque

466 Femmes allaitantes

359 Femmes seules à risque



58% (1 615 individus) de femmes et de jeunes filles sont à risque et sont localisées comme suit, 82.7% dans le Mayo-Tsanaga, 11.8% dans le Mayo-Sava, 5.4% dans le Logone-Et-Chari et 0.1% dans le Diamare.

17% (466 individus) de femmes sont allaitantes et localisées comme suit, 63% dans le Logone-Et-Chari, 18% dans le Mayo-Sava et 18% dans le Mayo-Tsanaga.

13% (359 individus) de femmes seules sont à risque et se localisent comme suit, 35% dans le Mayo-Sava, 34% dans le Mayo-Tsanaga et 31% dans le Logone-Et-Chari.

254 Survivantes de SVBG

Logone-Et-Chari | 176

Mayo-Tsanaga | 69

9% (254 individus) de femmes et de filles sont des victimes de SVBG et sont localisées comme suit, 72% à Logone-Et-Chari, 28% à Mayo-Tsanaga.

44 Menaces de mariage forcé

Mayo-Tsanaga | 30

Logone-Et-Chari | 14

2% (44 individus) de jeunes filles sont sujet aux mariages forcés et localisées comme suit, 68% à Mayo-Tsanaga, 32% à Logone-Et-Chari.

Besoins Prioritaires

- Formations / Sensibilisations des leaders communautaires pour les changements de comportement et la prise en charge des survivantes (ETAT/ONG) ;
- Scolarisation des filles et alphabétisation des femmes (UNICEF /HCR)
- Formations des jeunes filles et des femmes à des métiers dans les filières porteuses et les prendre en compte dans le développement des chaines de valeur (PNUD/HCR)
- Promotion des activités génératrices de revenus des femmes et des filles (production de kits hygiéniques et masques (dans le contexte du COVID 19) lavables, petit élevage de volaille, caprins, cultures maraichères très rentables,développement des pépinières pour le reboisement et la restauration des écosystèmes par les femmes pour mitiger les risques de déforestation et répondre au besoin de bois de chauffe) UNICEF, HCR, FAO, PNUD, IDA18
- Autonomation: Kits AGR a travers le CBI (HCR, UNFPA, ONU FEMMES, UNICEF)

PPG Urbain

(Yaoundé, Douala, Akwaya, Langui, Banyo)

26 781 Total Réfugiés

9 635 Total Demandeurs d'asile

54% Homme

46% Femme

41% Enfants

4% 3e Age



31%
35 132
Personnes à Besoins Spécifiques

Protection Légale (Autres vulnérabilités)



Protection de l'enfance



Protection de la femme et de la jeune fille



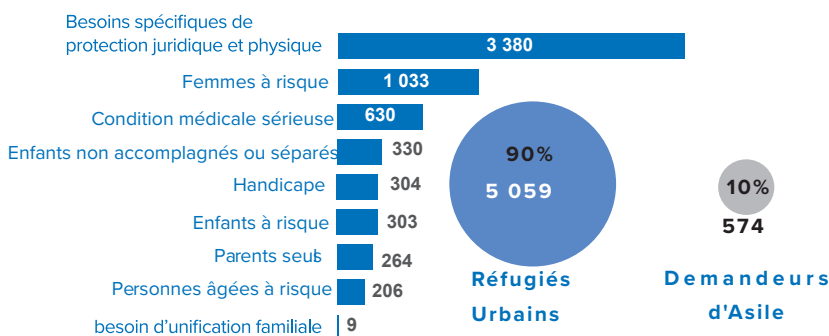
échange entre une jeune élève réfugiée et le HP supporter du HCR Alexandre Song sur l'importance de l'éducation. @ Xavier Bourgeois

Aperçu

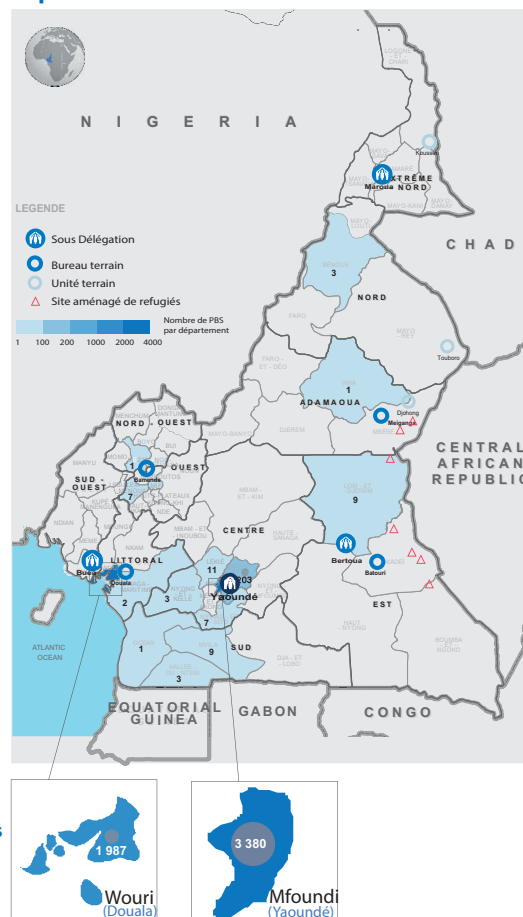
Les zones urbaines que sont principalement les villes de Yaoundé et de Douala couvrent des superficies respectives de 317 km² avec une population camerounaise de 1 881 876 habitants (déplacés et retournés compris) pour Yaoundé et 865 km² avec une population camerounaise estimée à 1 931 977 habitants (déplacés et retournés compris) pour Douala. **36 416 réfugiés et demandeurs d'asile** y résident dont **19 564** à Yaoundé et **14 827** à Douala.

45% des réfugiés et des demandeurs d'asile ont des Besoins spécifiques de protection juridique et physique, **18%** sont des Femmes à risque, **11%** ont de Conditions médicales sérieuses, **6%** sont des Enfants non accompagnés ou séparés et **5%** sont d'autres enfants à risque. **5%** sont des personnes handicapées. **5%** sont des parents seuls. **4%** sont des personnes âgées à risque. **0.2%** ont besoin de réunification familiale.

#de personnes à besoins spécifiques par type



#de personnes à besoins spécifiques par département



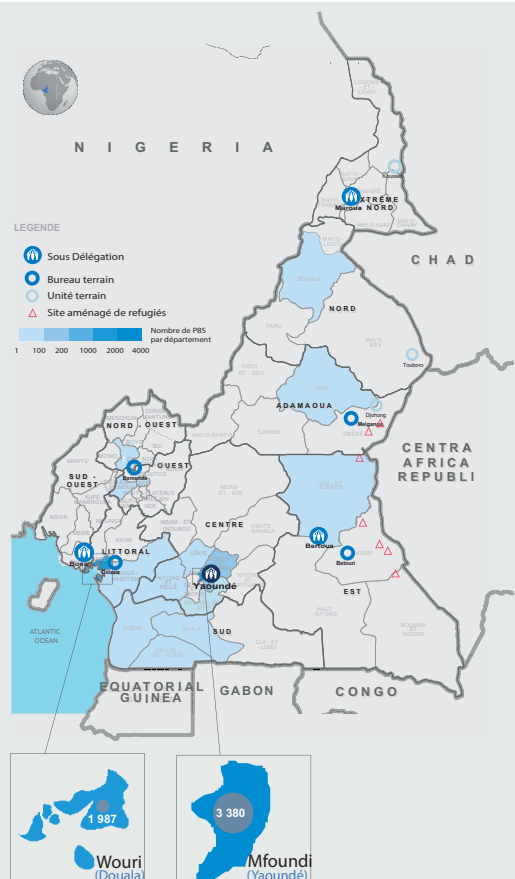
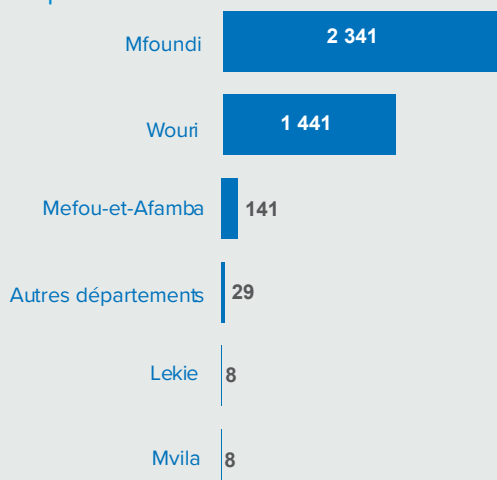
Protection Légale & Autres vulnérabilités



3 992

individus avec des besoins
de protection légale et avec
d'autres Vulnérabilités

#de personnes à besoins spécifiques par
département

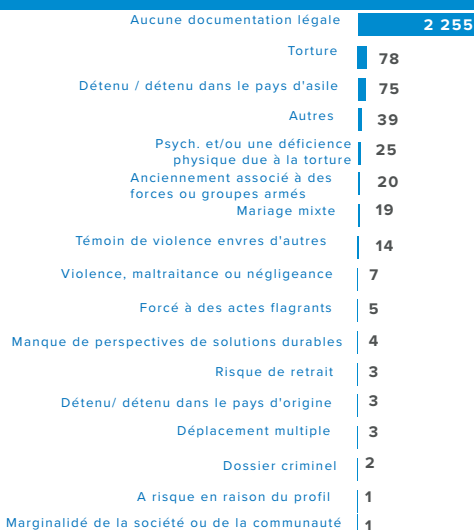


Analyse contextuelle

Les mesures visant à prévenir la propagation de la pandémie à COVID-19 au Cameroun ajoutent des défis supplémentaires au HCR et à ses partenaires pour la réponse aux problèmes de protection des personnes relevant de sa compétence dans les zones urbaines de Douala et de Yaoundé. Depuis l'annonce par le Gouvernement du Cameroun des mesures de confinement et de distanciation physique en vue de limiter la propagation de la pandémie à COVID-19, les réfugiés en milieu urbain sont de plus en plus exposés aux risques accrus de protection. Les droits humains fondamentaux des réfugiés ainsi que la satisfaction de leurs besoins essentiels (nourriture, santé, logement, éducation...) sont mis à rude épreuve. L'impact socioéconomique de la COVID-19 a exacerbé les vulnérabilités avec pour effet le recours à des mécanismes néfastes de survie tels que la mendicité, le sexe de survie, l'exploitation des enfants et l'augmentation des cas de violence sexuelle et sexiste par des partenaires intimes. Par ailleurs, il est rapporté et noté un accès limité à l'état civil, l'augmentation du nombre de personnes sans documentation adéquate, la lenteur de l'enregistrement des naissances et des autres enregistrements des faits d'état civil pendant la période de confinement, l'augmentation des cas d'amendes arbitraires et des extorsions des biens et le non-respect des délais de procédures judiciaires pour ceux des réfugiés en conflit avec la Loi ainsi que le manque d'accès aux solutions durables avec la suspension des voyages dans le cadre de la réinstallation et du rapatriement volontaire. Le Do No Harm et la redevabilité aux populations affectées ainsi que la participation des réfugiés pour leur autonomisation est une priorité de protection. Les solutions durables devraient être envisagées pour les réfugiés urbains et demandeurs d'asile dans les priorités de protection ainsi qu'un meilleur contrôle de la dynamique des mouvements et des statistiques.

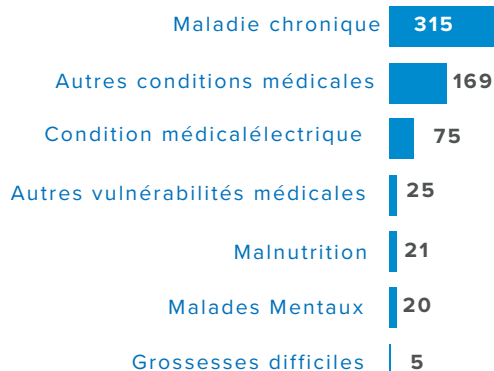
Besoins de protection Légale et autres Vulnérabilités

45% - Besoin de protection légale et physique (2 554 individus)



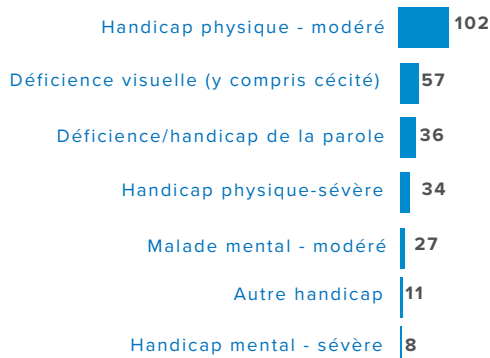
88% (2 554 individus) sont des personnes avec besoin en protection légale dont 3.1% ont subi des tortures, 2.9% sont en détention dans le pays d'accueil, 6% ont d'autres vulnérabilités

11% - Condition médicale sérieuse (630 individus)



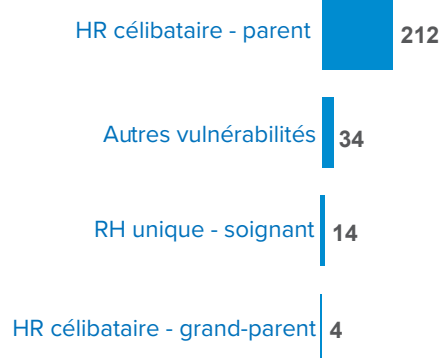
*11% (630 individus) de personnes sont en condition médicale sérieuse parmi elles 50% des personnes ont des maladies chroniques, 27% ont divers types de conditions médicales, 12% conditions médicales critiques, 3% sont malnutris, 1% de femmes ont des grossesses difficiles, 3% ont des problèmes de santé mentale et 4% d'autres types de vulnérabilités liés à la santé

5% - Personnes vivant avec handicap (304 individus)



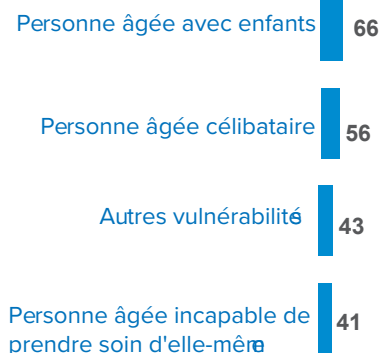
* 5% (304 individus) ont des handicaps parmi ceux-ci 19% de personnes ont des problèmes de vue, 11% ont des handicaps physiques sévères, 34% de handicaps physiques modérés, 10% avec des problèmes de surdité, 11% de handicaps physiques sévères, 12% avec des problèmes de locution, 9% de problèmes mentaux sévères et 4% d'autres types d'handicaps.

5% - Familles monoparentales (264 individus)



5% (264 individus) sont des familles monoparentales parmi lesquelles 80% sont parents seuls, 5% sont des tuteurs, 2% sont des grands-parents qui élèvent seuls leurs dépendants, 13% ont d'autres vulnérabilités relevant de cette catégorie.

4% - Personnes âgées à risque (206 individus)



4% (206 individus) de personnes âgées ont des besoins. Parmi celles-ci 20% ne sont pas en mesure de prendre soin d'elles-mêmes, 32% sont des personnes âgées avec enfants, 27% de personnes âgées sont seules, 21% ont d'autres vulnérabilités.

0.2% - Besoin de réunification familiale (8 individus)



0.2% (8 individus) de personnes avec besoin de rétablissement de lien familial dont 75% nécessitent une réunification, 25% avec recherche de la famille en cours.

Besoins Prioritaires

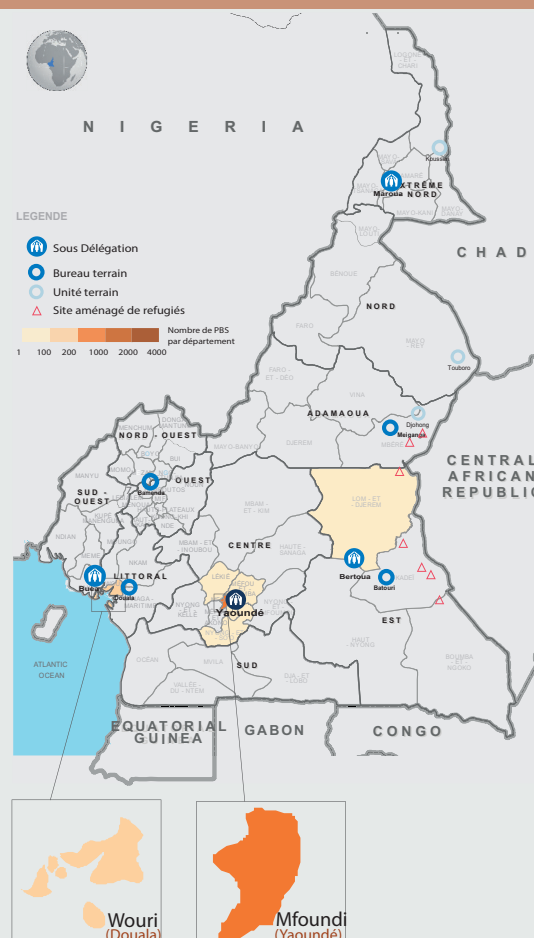
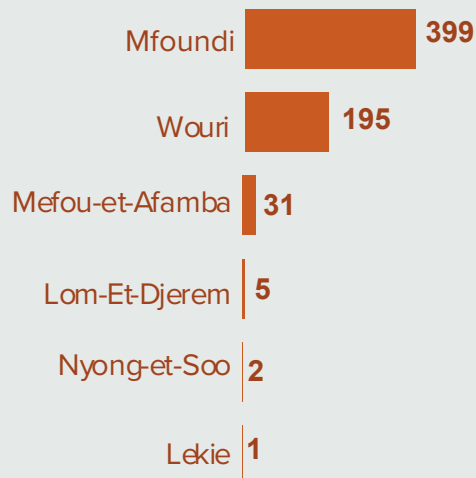
- Mise en place des mesures de protection idoines contre la COVID-19 pour mitiger l'impact de la COVID 19.
- Relance des activités d'enregistrement et de détermination du statut de réfugié au Niveau du Secrétariat Technique
- Renforcer les capacités de production des cartes d'identification des réfugiés en dotant le bureau de Douala d'une imprimante à carte
- Mise en place d'une ligne verte comme outil de protection à Yaoundé et à Douala
- Construction des boxes interviews adaptés aux mesures de distanciation sociale (Yaoundé et Douala)
- Améliorer les conditions de réception au niveau du Secrétariat Technique et du HCR en prenant en compte les mesures de mitigation de la propagation de la pandémie
- Poursuivre les négociations avec le Gouvernement pour la délivrance des cartes d'identité biométriques aux réfugiés éligibles
- Appui continu au Gouvernement pour la délivrance des extraits de naissance
- Relance des activités de rapatriement une fois que les mesures de fermetures de frontières seront levées.

Protection de l'enfance



633
enfants avec besoins
spécifiques de protection

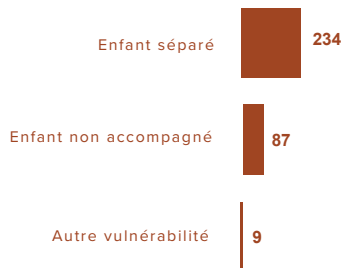
#d'enfants à besoins spécifiques par département



Analyse contextuelle

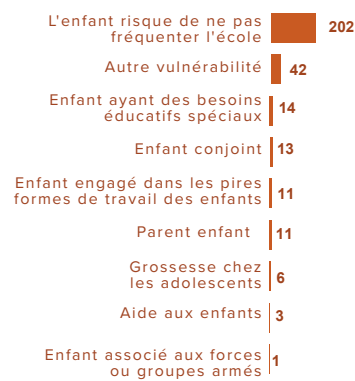
Dans les milieux urbains, en particulier les villes de Yaoundé et de Douala, les principaux enfants à risque sont les enfants non accompagnés et séparés, au nombre de 321 (87 enfants non accompagnés et 234 enfants séparés). Ces enfants doivent pouvoir bénéficier d'une protection de remplacement adaptée à leurs besoins individuels, laquelle n'est pas toujours disponible. En effet, de nombreuses familles réfugiées et demandeuses d'asile susceptibles de les accueillir ont des moyens de subsistance très limités, pour prendre en charge d'autres enfants que les leurs. Cette précarité généralisée rend ainsi les enfants non accompagnés et séparés encore plus vulnérables aux abus, à la négligence, à la descolarisation, à l'exploitation (y compris sexuelle) et aux violences. Ils sont notamment plus à risque d'être concernés par la problématique du travail des enfants.

6% - Enfants non accompagnés ou séparés (330 individus)



*6% (330 individus) d'enfants sont des enfants séparés et non accompagnés parmi ceux-ci 71% d'enfants séparés, 26% d'enfants non accompagnés, 3% dans cette catégorie ont d'autres vulnérabilités.

5% - Autres enfants à risque (303 individus)

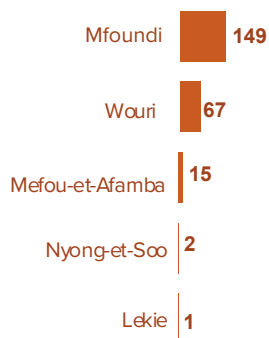


* 5% (303 individus) d'autres enfants sont à risques avec 66.7% d'enfants à risque de non scolarisation, 4.3% de filles épouses, 4.6% d'enfants, 3.6% d'enfants parent, 3.6% enfants engagés, 13.9% d'enfants dans diverses vulnérabilités, 2% d'enfants avec grossesse, 1% d'enfants en crèches.

Sous Catégorie de la vulnérabilité Enfant non accompagné ou séparé (633 individus)

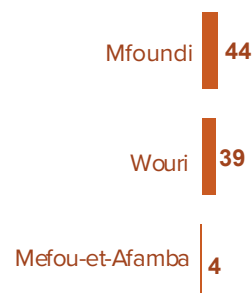


234 Enfants séparés



71% (234 individus) d'enfants sont des enfants séparés localisés comme suit, 63.7% dans le Mfoundi, 28.6% dans le Wouri, 6.4% dans la Mefou-et-Afamba, 0.9% dans le Nyong-et-Soo, 0.4% dans la Lekie.

87 Enfants non accompagnés



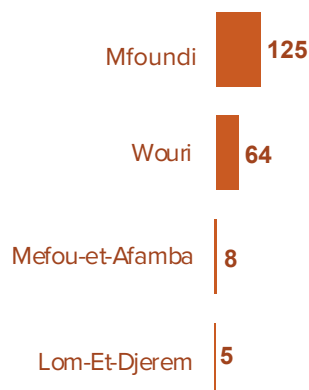
26% (87 individus) d'enfants sont non accompagnés et localisés comme suit, 51% dans le Mfoundi, 45% dans le Wouri, 5% dans la Mefou-et-Afamba.

9 enfants avec autres types de vulnérabilité liée aux Enfants non accompagnés ou séparés

Sous Cathégorie de la vulnérabilité Enfant à risque (303 individus)



202 Enfants à risque, non scolarisés



66.7% (202 individus) d'enfants sont à risque dû à la non scolarisation et sont localisés comme suit, 62% dans le Mfoundi 32% dans le Wouri, 4% dans la Mefou-et-Afamba, 2% dans le Lom-Et-Djerem.

14 Enfants avec besoin d'éducation spécialisée



4.6% (14 individus) d'enfants ont des besoins d'éducation spécialisée en raison de leur handicap et localisés comme suit, 93% dans le Mfoundi 7% dans le Wouri.

13 Enfants épouses



4.3% (13 individus) de filles sont des épouses et sont localisées comme suit, 69% dans le Mfoundi, 15% dans la Mefou-et-Afamba, 15% dans le Wouri.

10 Enfants engagés dans des pires formes de travail



3.6% (10 individus) d'enfants sont engagés dans des pires formes de travaux d'enfants et sont localisés comme suit, 50% à Mfoundi 50% à Wouri.

11 Enfants parents



3.6% (11 individus) sont d'enfants parents et localisés comme suit, 73% à Mfoundi, 18% à Mefou-et-Afamba, 9% à Wouri.

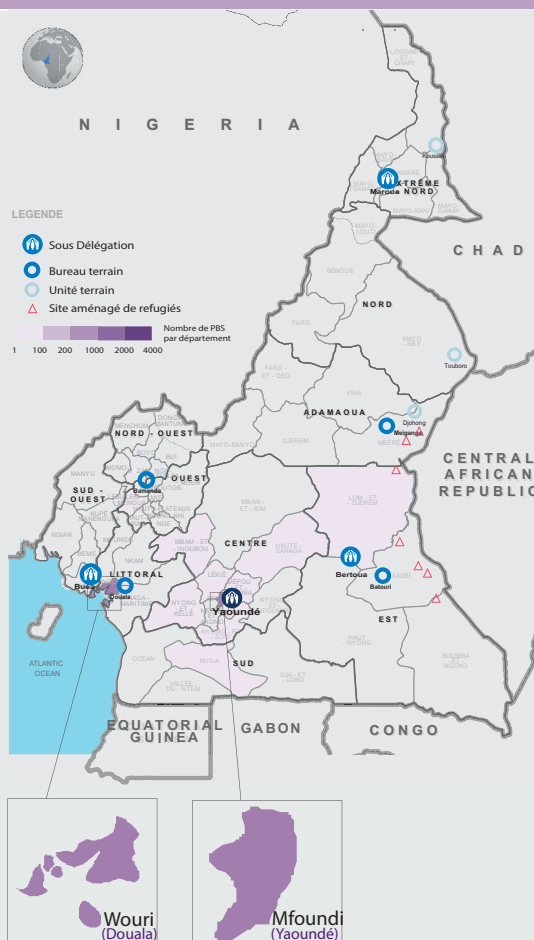
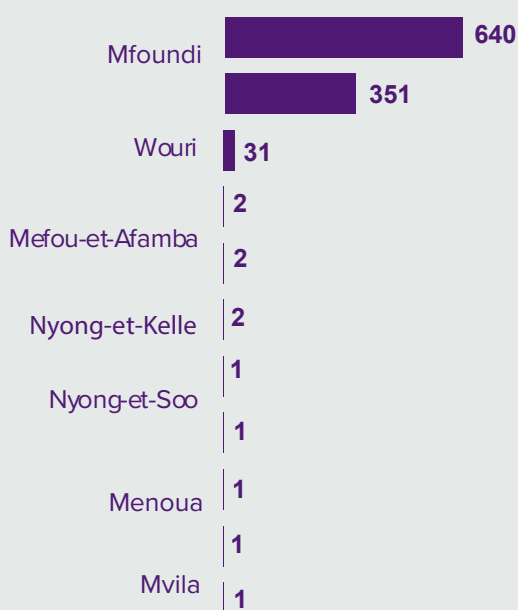
Protection de la femme et la jeune fille



1 033

Femmes et jeunes filles avec besoins spécifiques de protection

#de personnes à besoins spécifiques par département

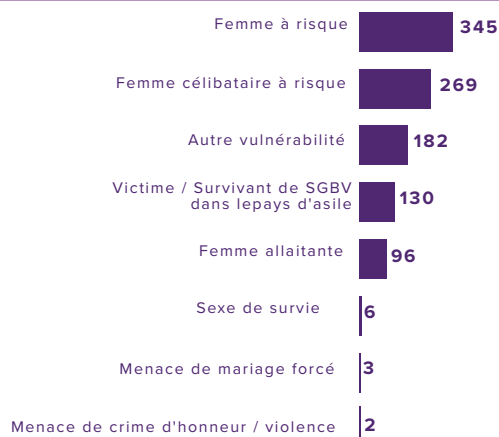


Analyse contextuelle

Près d'une femme/jeune fille réfugiée ou demandeuse d'asile sur dix vivant en milieux urbains a des besoins spécifiques en termes de protection. Ces femmes et jeunes filles sont plus particulièrement à risque parce qu'elles vivent seules avec des enfants à charge, sont des survivantes de violences sexuelles et sexistes (SGBV) dans leur pays d'origine ou au Cameroun, sont allaitantes, etc. Du fait de la précarité de leurs conditions de vie, certaines se retrouvent par ailleurs obligées à pratiquer le sexe de survie pour couvrir leurs besoins de base. Les risques de SGBV pour les femmes et les jeunes filles réfugiées et demandeuses d'asile sont élevés en milieux urbains ; ils sont entre autres liés à la pauvreté, aux problèmes de sécurité dans les quartiers où elles vivent et aux traditions culturelles, à l'impact socioéconomique de COVID 19 sur les ménages, ainsi qu'à un manque d'informations du fait notamment que les personnes relevant du mandat du HCR sont très mobiles et éparpillées à travers de nombreux quartiers, rendant ainsi difficile le travail de réponse et de prévention à cet égard. Une culture du silence, l'insuffisance et l'inadéquation de la réponse et un sens de l'impunité des auteurs d'actes de SGBV tendent en outre à prévaloir, décourageant les survivantes à chercher de l'aide, aussi bien sur le plan médical, psycho-social, sécuritaire que légal.

Vulnérabilité liée à la protection de la femme et de la jeune fille

18% - Femmes et jeunes filles avec besoins spécifiques de protection
(1 033 individus)

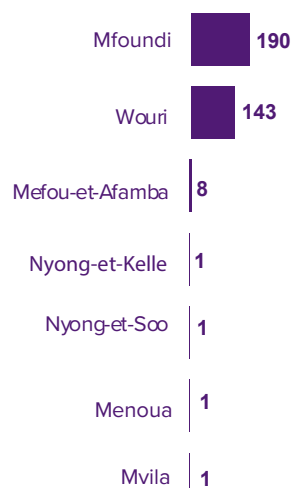


* 18% (1 033 individus) de femmes et de jeunes filles ont des besoins de protection de celles-ci, 33,4% de femmes et jeunes filles sont à risque, 9,3% de femmes sont allaitantes, 26% de femmes sont à risque du fait qu'elles sont seules, 12,6% sont Survivantes de SGBV, 18,7% d'autres vulnérabilités (Sexe de survie et les menaces de mariage précoce et forcé sont des incidents SGBV et leur nombre/proportion est inclus dans les 12,6%)

Sous Catégorie de la vulnérabilité liée à la protection de la femme et la jeune fille (1 033 individus)

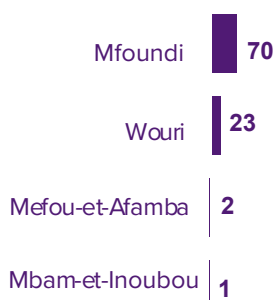


345 Femmes et jeunes filles à risque



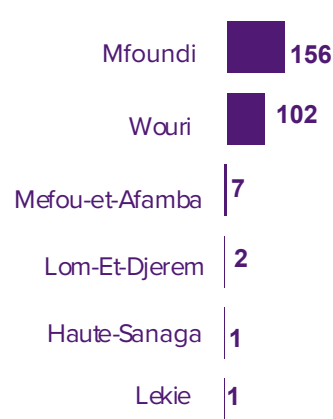
28% (345 individus) de femmes et de jeunes filles sont à risque et sont localisées comme suit, 55,1% dans le Mfoundi, 41,4% dans le Wouri, 2,3% dans la Mefou-et-Afamba, 1,2% Dans les autres départements (Nyong et Soo, Nyong et kelle, Menoua, Mvila).

96 Femmes allaitantes



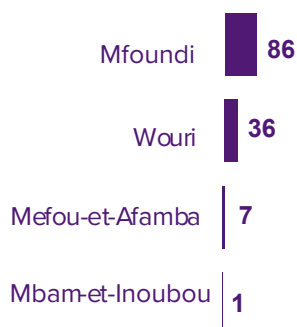
7,8% (96 individus) de femmes sont allaitantes et localisées comme suit, 73% dans le Mfoundi, 24% dans le Wouri, 2% dans la Mefou-et-Afamba, 1% à Menoua.

269 Femmes seules à risque



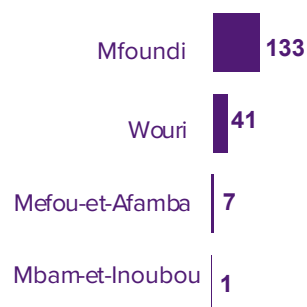
22% (269 individus) de femmes seules sont à risque et se localisent comme suit, 58% dans le Mfoundi, 37,9% dans le Wouri, 2,6% Mefou-et-Afamba, 1,5% Dans les autres départements (Lom-Et-Djerem, Haute-Sanaga, Lekie)

130 Victime / Survivante de SVBG



10.6% (130 individus) de femmes sont des victimes de SVBG et sont localisées comme suit, 66% à Mfoundi, 28% à Wouri, 5% à Mefou-et-Afamba, 1% à Mbam-et-Inoubou.

193 Autres Vulnérabilités (Mariage forcé, Prostitution, autres violences)



56% (193 individus) de femmes ont d'autres types de vulnérabilité et sont localisées comme suit, 73% à Mfoundi, 24% à Wouri, 2% à Mefou-et-Afamba, 1% à Menoua.

Bailleurs de fonds

Remerciement spécial aux Bailleurs de fonds qui contribuent à l'atteinte des résultats.

Germany | United States of America | United Kingdom | Denmark | Canada | Private donors USA | Private donors Australia | Private donors Japan | Spain | Ireland | Private donors Germany | Sweden | France | Private donors United Kingdom | Sweden | Norway | Netherlands | Private donors Republic of Korea | Switzerland



Algeria | Argentina | Australia | Austria | Azerbaijan | Belgium | Bulgaria | Canada | Costa Rica | Cyprus | Estonia | Finland | Iceland | Indonesia | Islamic Republic of Pakistan | Kuwait | Latvia | Liechtenstein | Luxembourg | Malta | Mexico | Monaco | Montenegro | New Zealand | Peru | Philippines | Portugal | Qatar | Republic of Korea | Russian Federation | Saudi Arabia | Serbia | Singapore | Slovakia | Sri Lanka | Thailand | Turkey | United Arab Emirates | Uruguay | Private donors.